

« Voir les femmes comme les égales des hommes »

L'avocate **Sara Elizabeth Dill** évoquera les violences faites aux femmes, aujourd'hui dans le cadre des conférences du TEDxMonteCarlo. Au lendemain d'une journée mondiale consacrée à ce fléau

Une petite falaise, quelques arbres, un bâtiment clair en longueur et un drapeau américain. Vu de loin, voilà à quoi ressemble la prison américaine de la baie de Guantanamo, à Cuba. Un endroit discret, établi loin des regards. Pourtant, Sara Elizabeth Dill connaît bien le lieu. L'avocate américaine a été observatrice des droits de l'Homme dans le centre de rétention, dont l'ancien patron a été convoqué par la justice française suite à des accusations de torture. Un sujet a priori éloigné des violences faites aux femmes, objet de la conférence qu'elle donne aujourd'hui lors du TEDxMonteCarlo, au Grimaldi Forum. Mais pas tant que ça, à la réflexion. « Quand j'y étais, c'était un vrai problème de droits de l'Homme. Quand il y a des avocats et des juges très qualifiés qui disent: "C'est ok de faire toutes ces choses horribles", et quand on voit ce qu'il s'y passe, on comprend que les violences contre les femmes soient encore tolérées », lâche celle qui coordonne le développement des politiques de l'American Bar Association⁽¹⁾ sur la justice pénale, l'immigration, et le droit international. En ce lendemain de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, elle est venue, aussi, aborder les solutions: plus d'éducation, un « travail sur les mentalités »...

Comment abordez-vous le sujet des violences faites aux femmes?

Je vais évoquer plusieurs situations. La guerre, la violence domestique... C'est un problème qui ne touche pas seulement les pays du Tiers-monde ravagés par la guerre. Cela se passe en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni. Partout. Dans toutes les couches de la société. Alors, je vais parler de la façon dont nos sociétés peuvent faire diminuer les violences faites aux femmes.

Comment? En travaillant sur les mentalités?

J'essaie de ne pas dévoiler une trop grande partie de



La spécialiste des droits de l'Homme porte également un regard acerbe sur Donald Trump et invite les pays du Golfe à « ouvrir leurs frontières aux migrants ».

ma conférence (rires). Mais oui, il y a un travail à faire sur les mentalités. Une bonne part de la solution réside dans l'égalité hommes-femmes. C'est ça qui permettra aux femmes d'avoir une plus grande place dans la société. Il faut qu'elles soient vues comme les égales des hommes.

« La solution, c'est l'éducation »

Et le sujet touche toutes les couches de la société...

Oui. Ce qui est triste, c'est qu'on a souvent remarqué que c'est dans les couches les plus éduquées de la population que les violences et les agressions sexuelles contre les femmes sont les moins dénoncées. Elles ont

peur des répercussions, des conséquences financières... Bref, des risques. Et ne pas croire les femmes, leur faire honte, cela attaque les femmes dans leur caractère. Je pense que c'est quelque chose sur lequel on doit travailler. Ça, et une meilleure protection des victimes.

Cela touche tout le monde et pourtant, peu de choses changent. Comment expliquez-vous cela?

C'est une question d'état d'esprit. Aux États-Unis, par exemple, il n'y a pas d'égalité salariale. Les pays de l'Union Européenne ont fait beaucoup. Mais quand on observe les médias de masse, Hollywood, les jeux vidéos... on se rend compte qu'il y a toujours cette perception du « c'est normal de considérer les femmes

comme des proies ».

Donc la solution, c'est l'éducation?

Oui. Et ce qu'on dit devant un enfant. Le président élu des États-Unis a dit des choses horribles sur les agressions sexuelles de femmes, et, globalement, il a rendu cela normal. Le président des États-Unis l'a dit, alors c'est ok. On a déjà entendu l'histoire d'une fille de dix ans qui est rentrée à la maison en pleurs parce qu'un garçon de dix ans lui avait agressée sexuellement. Il a dit: « Si le président peut le faire, je peux aussi ». Je pense que ce sont des choses que l'on va voir de plus en plus.

Pensez-vous pouvoir, tout de même, continuer ce travail?

Ça va être dur mais je garde

espoir. La tendance s'inverse. Les plus jeunes ont un état d'esprit différent. Ils apprennent que ce n'est pas normal de blaguer sur les femmes, de mal les traiter...

« Une question d'état d'esprit »

Vous vous spécialisez aussi dans l'immigration et le droit international. Quel regard portez-vous sur la crise des migrants?

Cette crise dure depuis près de cinq ans. Et rien ne laisse à penser qu'elle va s'arrêter. Je pense que cela va continuer. Bien sûr, on va arriver à un moment où il n'y aura plus personne pour fuir. Tous les États doivent s'impliquer. Les pays du Golfe doivent sortir leurs

Bio express

Diplômée de l'université Northwestern, dans la banlieue de Chicago, Sara Elizabeth Dill s'est spécialisée dans la défense des droits de l'Homme. Elle a exercé à Miami, Londres... Aujourd'hui basée à Washington, elle travaille au sein de l'American Bar Association, une association de volontaires qui veut notamment « faire avancer l'État de droit ». Elle y coordonne le développement des politiques sur la justice pénale, l'immigration, et le droit international.

carnets de chèques et ouvrir leurs frontières. Ils ont les ressources pour le faire.

On ne voit pas vraiment de solution se profiler à l'horizon...

Tant que le conflit [en Syrie, ndlr] continuera, des gens fuiront. Je pense que les pays occidentaux auraient dû intervenir plus tôt. Maintenant, un plus grand effort doit être fait pour arrêter ce conflit. On l'a déjà fait en Bosnie, en Serbie... Toutes les parties doivent se mettre autour de la table et s'entendre. Il faut mettre en place un tribunal pour juger ceux qui ont commis des crimes de guerre et commencer à reconstruire le pays. Je connais beaucoup de réfugiés syriens qui veulent revenir. 99 % des réfugiés ne voulaient pas quitter leur pays, surtout ceux qui viennent de Syrie. Beaucoup de mes clients étaient

médecins, avocats, hommes d'affaires... Et ils n'ont pas eu le choix. Leurs maisons ont été bombardées et ils ont dû fuir. C'est quelque chose que tout le monde doit réaliser: ils vivaient dans la situation la plus horrible et la plus effrayante qui soit.

RECUEILLI PAR NICOLAS HASSON-FAURÉ
nhasson@nicematin.fr

1. Une association de volontaires de près de 400 000 membres qui veut notamment « faire avancer l'État de droit ».